



Déclaration préalable de la FSU11

Cette rentrée est la troisième marquée du sceau de la « refondation ». Si on en a fini avec les suppressions massives de postes, le dossier des rythmes scolaires a trop souvent servi d'écran de fumée pour cacher le manque criant de moyens. Les effectifs par classe, la formation initiale et continue, le remplacement, les RASED,... autant de sujets sur lesquels les choix politiques actuels pèsent négativement. Le ministère ne saurait se dédouaner d'un accompagnement qui soit à la hauteur des ambitions qu'il affiche, et digne de l'engagement des enseignants.

« Tout va bien, tout s'est bien passé ». Dès le 28 août, le la du discours en trompe l'oeil était lancé par Mme la Ministre de l'Éducation dans ses vœux vidéo de rentrée adressés à tous les personnels. Tempo repris à tous les échelons de l'institution comme par les experts officiant dans les grands media nationaux. Et si l'on en croit la Ministre, « les moyens sont là » !

Nous, enseignantes et enseignants, le savons bien, la réalité de l'École de la République est tout autre. Cette année encore, il nous faudra bricoler tant bien que mal afin de mettre en place des dispositifs favorisant la réussite de nos élèves malgré des effectifs trop lourds. Cette année scolaire, il nous faudra faire sans formation continue alors que sont annoncés de nouveaux programmes scolaires... Cette année encore, il y aura des problèmes de remplacement qui perturberont les apprentissages des élèves, dégraderont nos conditions de travail et poseront de véritables problèmes de sécurité... La liste est longue, indubitablement, désespérément, insupportablement...longue.

Dans le 1er degré dans l'Aude, le plan d'urgence que nous réclamons depuis plusieurs années n'est pas encore au rendez-vous. Et, d'après vos documents préparatoires, Madame l'Inspectrice d'Académie, il faudra supprimer 2 postes de remplaçants et 1 poste d'école maternelle pour pouvoir ouvrir seulement 3 postes classe alors que beaucoup d'autres écoles, ayant des effectifs qui explosent, nécessiteraient elles-aussi une ouverture. Comment envisager la lutte contre l'échec scolaire, la réussite de tous les élèves et les dispositifs pédagogiques innovants, lorsque année après année, les conditions d'encadrement se dégradent, alors même que toutes les études récentes démontrent que la taille des classes joue un rôle prépondérant dans la réussite des élèves ?

Sans transition, abordons la question des rémunérations. Pour la 5ème année consécutive, nos salaires sont bloqués. Sur les 10 dernières années, entre inflation, hausse des cotisations retraites et blocage des salaires, nous avons perdu de 15 à 20 % de pouvoir d'achat. Nos professions ont subi un déclasserement social historique. Dans le même temps, les richesses produites sont toujours plus importantes... et toujours plus injustement réparties.

Parce qu'amélioration des conditions de travail des salariés que nous sommes est forcément synonyme d'amélioration des conditions d'apprentissages des élèves, comme le démontre la dernière enquête de l'OCDE, il est urgent de s'employer à la baisse radicale des effectifs par classe, et à l'augmentation significative des moyens, tant au niveau des postes que sur la question des salaires.

Concernant le 2nd degré, alors qu'en cette rentrée, les conditions de travail des personnels continuent de se dégrader (effectifs alourdis, services partagés, moyens insuffisants...), l'intersyndicale du 2nd degré réaffirme son rejet d'une réforme du Collège qui n'apportera aucune amélioration, ni pour les élèves, ni pour les enseignants. L'intersyndicale reste déterminée à combattre cette réforme, à obtenir son abrogation et la réouverture de discussion sur d'autres bases. Face au refus de la Ministre de tout dialogue réel, et sa volonté d'imposer sa réforme du collège contre l'avis de la grande majorité des personnels concernés, l'intersyndicale appelle les personnels à la grève nationale dans 15 jours, et si le refus persiste, à une manifestation nationale en Octobre.

Une autre Ecole est possible... C'est ce que la FSU s'emploie à démontrer dans les propositions d'alternative qu'elle ne cesse de faire depuis sa création.